

moment où nous sommes en proie à la crise économique la plus grave de notre histoire, le gouvernement ne manifeste aucun leadership intellectuel et moral.

● (1610)

Le ministre des Finances (M. Turner) n'a pas réussi à cerner les grands maux de l'économie—qu'il s'agisse du chômage, de l'inflation ou de la crise énergétique. Il a opté pour la voie traditionnelle souvent déconsidérée; il a essayé d'attaquer ces trois problèmes de front et a échoué sur tous les tableaux. Pour combattre le chômage, il a relancé le programme LIP et d'autres opérations du même genre, créatrices d'emplois. Ces mesures ne résoudreont pas le problème, car le chômage au Canada sévit surtout dans l'industrie de la construction, dans certaines industries extractrices et dans certains secteurs de la fabrication des produits exportés. De plus, le ministre n'a apporté aucune réforme à l'assurance-chômage, si ce n'est d'en faire porter le coût sur le secteur privé.

Pour résoudre rapidement le chômage, il aurait dû s'attaquer au problème du logement. En 1975, les mises en chantier sont tombées à 175,000. C'est, par tête d'habitant, le chiffre le plus bas depuis 1946. Il nous faut au Canada 210,000 nouvelles unités de logement par an, simplement pour faire face à la formation de nouveaux foyers.

Pourquoi l'industrie du logement se porte-t-elle si mal? Je l'ai dit auparavant, c'est peut-être tout simplement que le gouvernement ne veut pas admettre l'échec de sa politique actuelle. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le logement au Canada a toujours été à contre-courant, en ce sens que, en période de déclin de l'économie, les taux d'intérêt tombent et les mises en chantier se mettent à augmenter. Mais le ministre des Finances n'a pas saisi que la situation actuelle n'est plus celle que nous avons connue pendant de si nombreuses années depuis la fin de la guerre—la montée du chômage ne s'accompagne pas d'une diminution du taux d'inflation; les taux d'intérêt ne diminuent pas et, par voie de conséquence, la construction n'augmente pas. Le ministre croit toujours que la hausse des taux d'intérêt est l'un des moyens anti-inflationnistes les plus efficaces en dépit de l'évidence du contraire, les taux d'inflation les plus élevés jamais connus au Canada allant de pair avec les taux d'intérêt également les plus élevés.

Si le gouvernement avait eu vraiment l'intention de s'occuper du logement pour des raisons humanitaires, sociales ou même économiques, il nous aurait proposé un programme de subventions des taux d'intérêt comme le proposait le parti de l'opposition auquel j'appartiens—de façon à subventionner les taux d'intérêt hypothécaires pour stimuler la construction domiciliaire au Canada et atténuer le chômage. Mais comme le gouvernement se borne en matière de politique économique aux deux mesures qu'il a prises jusqu'ici, il n'y a aucune nouveauté dans ce domaine.

Et l'inflation, monsieur l'Orateur? La politique anti-inflationniste la plus efficace à adopter au Canada aurait été de relancer le logement. Il est certain que l'augmentation rapide des loyers et des prix constitue l'un des facteurs les plus puissants d'inflation dans notre économie. Si le ministre voulait vraiment lutter contre l'inflation, il aurait manifestement fait quelque chose pour augmenter l'offre de logements, de façon à faire diminuer le prix des loyers et des maisons.

Dès que le loyer augmente, le locataire cherche automatiquement à obtenir un salaire plus élevé—et les augmentations de salaires font monter les coûts et, par contrecoup,

Le budget—M. Gillies

les prix. En s'abstenant de toute initiative dans le domaine du logement, le budget esquivé les problèmes du chômage et de l'inflation.

Venons-en au programme de consensus dont le ministre a tant parlé. Après avoir sillonné le pays pendant des mois pour répéter aux Canadiens que notre économie se portait fort bien, qu'il était inutile de faire quoi que ce soit, que tous nos problèmes nous venaient de l'étranger, le ministre a maintenant l'audace de nous dire dans son budget que les Canadiens ne veulent pas accepter la moindre restriction pour lutter contre l'inflation et ne veulent pas se soumettre de plein gré à des directives, quelles qu'elles soient.

Quoi de surprenant à ce qu'il s'étonne de voir les Canadiens rejeter toute forme de restriction après leur avoir répété pendant un an ou un an et demi que c'était strictement inutile! Pour reprendre une vieille expression biblique—je ne me souviens pas trop bien d'où elle vient—pendant plus de 2,000 ans, on s'est servi d'une mâchoire d'âne en guise d'arme. On dirait que c'est la même chose qui se produit actuellement au Canada, avec le même piètre résultat. N'empêche, monsieur l'Orateur, que le ministre des Finances a induit les Canadiens en erreur à propos des problèmes économiques du Canada. Puis, quand la situation est devenue critique, il s'est étonné de ce que les Canadiens ne veuillent pas appuyer un programme quelconque destiné à résoudre les difficultés.

Que dit le ministre des Finances à propos de l'inflation? Absolument rien, mais il essaie quand même de faire croire aux Canadiens que l'inflation disparaîtra probablement d'elle-même. Il dit réduire les dépenses d'un milliard de dollars. Bien sûr, c'est faux. De fait, les dépenses augmentent de plus de 12 p. 100. Il est tout à fait fallacieux de laisser entendre qu'en convainquant ses collègues de diminuer leurs premières demandes d'augmentation des dépenses, il a réduit les dépenses. Comme je l'ai dit, les dépenses augmentent de 12 p. 100 au lieu de diminuer.

A cause de l'incapacité du ministre à s'occuper des dépenses ou à prévoir les recettes, le déficit augmentera de 600 millions de dollars et passera à 3,6 milliards et exercera une poussée inflationniste phénoménale sur l'économie à l'heure actuelle. Le ministre affirme qu'il obtiendra l'argent pour combler ce déficit en s'adressant au marché des capitaux. Ses besoins de trésorerie vont passer de 1 milliard et demi à 5 milliards de dollars et il pense pouvoir obtenir ces fonds sans modifier sensiblement les taux d'intérêt. De fait, à cause de ces besoins de trésorerie et de l'énorme déficit que le ministre a été incapable de contenir, les prix et le taux d'inflation augmenteront encore plus. Il est maintenant clair que les taux d'intérêt au Canada sont inflationnistes. Le budget, qui devait régler les problèmes du chômage, de l'inflation et de l'énergie, a eu sur l'inflation des effets contraires à ceux qu'escomptait le ministre. C'est un budget extrêmement inflationniste, l'un des plus inflationnistes à être présentés au Canada ces dernières années.

Lorsque le déficit passe de 600 millions à 3,6 milliards de dollars et que les besoins de trésorerie passent de 1 milliard à 5 milliards de dollars, personne ne peut prétendre qu'il ne s'agit pas d'un budget inflationniste. Il aura un effet inflationniste sur l'économie canadienne. Ce qui est encore plus important, les augmentations proposées par le ministre se répercuteront sur les prix et non sur la production, ce qui veut dire que l'inflation augmentera sans qu'on ait fait quoi que ce soit pour remédier au chômage qui sévit à l'heure actuelle.